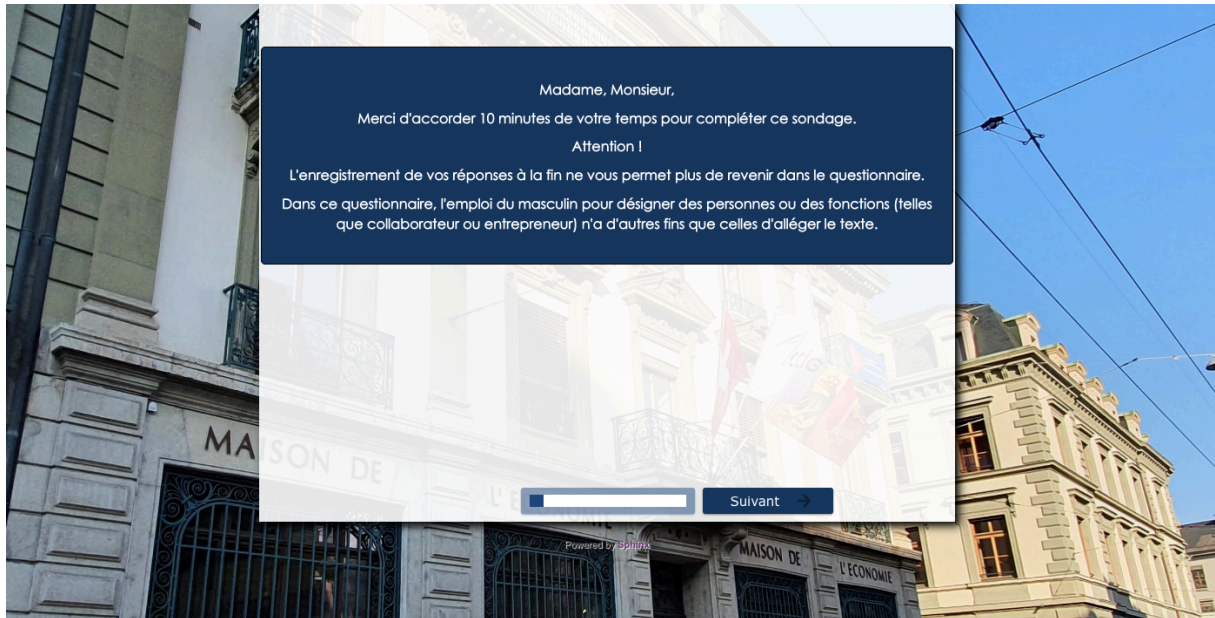


Fabienne Fischer :

Mes réponses au questionnaire de la Chambre de commerce et d'industrie de Genève (CCIG)



La CCIG a proposé à toutes les candidates et à tous les candidats au Conseil d'Etat de répondre à un questionnaire sur l'économie et l'emploi à Genève.

Je me suis bien volontiers pliée à l'exercice. En effet, au-delà des membres de la CCIG, de nombreuses entrepreneuses et entrepreneurs m'interrogent, de par ma fonction de conseillère d'Etat en charge du département de l'économie et de l'emploi, sur ces thèmes qui intéressent tous les résident.es du Canton, l'économie locale se classant en deuxième position des préoccupations actuelles des Genevois.es.

Les seules réponses possibles étant « non pas du tout », « plutôt non », « plutôt oui », « oui tout à fait », sans espace pour les commentaires), j'ai décidé de répondre, à chaque question de manière plus détaillée, afin d'apporter du contenu et des arguments dans le cadre de ce questionnaire invitant à des réponses sans nuance.

Je reste évidemment à disposition pour toute précision ou suggestion supplémentaire.

Fabienne Fischer, le 17 février 2022

A. Economie

1. Pensez-vous que le canton de Genève devrait encourager l'implantation de multinationales sur son territoire ?

Plutôt non. Une économie résiliente doit savoir articuler plusieurs types d'entreprises, des TPE aux multinationales. Je mettrais l'effort prioritairement sur la création et le maintien de PME, voire de TPE, parce qu'elles contribuent davantage à une économie circulaire et à une consommation de proximité, mais aussi car elles génèrent des emplois non délocalisables.

Les multinationales dont nous rechercherions l'implantation à Genève devraient démontrer qu'elles sont à l'avant-garde de la responsabilité sociale et environnementale, et qu'elles participent de manière décisive à la lutte contre le réchauffement climatique et à la promotion de la biodiversité.

Cela étant, la question de l'engagement pour la durabilité de nouvelles entreprises, ou d'entreprises s'installant nouvellement à Genève, se pose pour tout type d'entreprise. Nous ne pouvons plus nous permettre de faire venir des entreprises polluantes, qu'elles polluent ici ou ailleurs. PME ou multinationales, nous devons cibler le soutien de l'Etat pour les entreprises qui adoptent un modèle d'affaire par lequel elles ont une action régénérative sur notre environnement.

2. Pensez-vous que le canton de Genève devrait encourager l'implantation de PME (entre 10 et 249 emplois) sur son territoire ?

Oui, tout à fait (cf. question précédente). Les PME sont les garantes de notre prospérité et de notre résilience économique, elles renforcent également notre sécurité et notre souveraineté industrielle, sanitaire, alimentaire, numérique. Elles comprennent souvent mieux nos institutions sociales et nos particularismes démocratiques que les entreprises transnationales. Et elles sont très nombreuses à vouloir s'engager sans attendre dans la transition de leur entreprise vers la durabilité.

3. Pensez-vous que le modèle économique actuel fondé sur la croissance doit être changé au vu des défis environnementaux et sociaux ?

Tout à fait, le modèle économique actuel a vécu, car il était fondé sur le principe linéaire « produire – consommer – jeter », qui ne prend pas en compte les externalités sociales et environnementales (climatiques) de l'activité économique, à court, moyen et long terme. Les rapports du GIEC nous ont fait prendre conscience des limites de la planète. Les Accords de Paris, dans lesquels s'inscrit la politique climatique de la Suisse et le plan climat de Genève, ont marqué une volonté politique de transition vers un autre modèle, le modèle circulaire fondé sur les « 5 R » : repenser le cycle de vie (l'éco-conception), réduire (la matière, l'énergie), réparer (les produits), réutiliser (la matière et l'énergie), recycler (en fin de vie du produit).

Dans la transition du modèle linéaire au modèle circulaire, certaines activités vont croître, d'autres décroître. C'est notre prospérité – qui ne se mesure pas qu'au moyen d'indicateurs quantitatifs – qui est importante.

4. Estimez-vous que le canton devrait augmenter les mesures de soutien en faveur de l'économie locale et circulaire ?

Oui, tout à fait. Le rythme des crises financières, économiques, climatiques, sanitaires, énergétiques s'accélère. Soutenir les entreprises locales dans leur transition vers la durabilité et la circularité, permettra à Genève de devenir à la fois plus résiliente aux crises, de créer des emplois non délocalisables et d'augmenter la qualité de vie des résident.es. Entamer cette transition est déjà, sur de nombreux marchés, un avantage concurrentiel auprès de la clientèle, des partenaires et des investisseurs. L'urgence climatique va en outre imposer de nouvelles normes et réglementations. Les entreprises qui auront anticipé ces exigences bénéficieront également d'un avantage concurrentiel.

C'est dans cet esprit et avec ces objectifs qu'a été réalisé le projet pilote « diagnostic-action » : 42 entreprises genevoises, de toutes tailles et de secteurs diversifiés, ont pu faire un diagnostic, avec un mandataire, de leur activité sous l'angle de sa durabilité et en tirer des possibilités d'actions concrètes immédiatement réalisables ainsi que des pistes de changements plus structurels. Un programme élargi à plus d'entreprises aura lieu en 2023, ouverture des inscriptions dans quelques semaines.

C'est dans cet esprit et avec ces objectifs également que le Conseil d'Etat a déposé un projet de loi d'investissement à hauteur de 66 millions de francs pour soutenir l'investissement des entreprises pour la transformation durable de leur outil de production.

Ces premières mesures de soutien à l'économie locale et circulaire doivent en effet être poursuivies et développées pour permettre aux entreprises genevoises de s'adapter aux nouvelles conditions générées par les crises sanitaire, climatique et géopolitique.

5. Estimez-vous que le canton devrait encourager le « made in Geneva » ?

Oui, tout à fait. Nous avons la chance que notre tissu économique soit très diversifié. Cela a été, au cours des derniers mois, un facteur de résilience important. Pourtant, nous devons encore améliorer notre autonomie et notre souveraineté dans des domaines essentiels à la vie sociale comme l'agriculture, la production de certains biens (on se souvient de notre incapacité à produire des masques pendant la pandémie), comme certains services (la santé tout particulièrement) et *last but not least*, dans le domaine numérique.

Aujourd'hui, encourager le *made in Geneva*, c'est encourager les circuits courts et relève d'un impératif économique autant qu'écologique.

L'objectif n'est pas de vivre en autarcie ! Ce n'est ni possible ni souhaitable. L'identité de Genève est indissociable de l'accueil que nous proposons aux organisations internationales et multilatérales, aussi bien qu'à des entreprises transnationales, et à leurs « expatrié.es ».

Et pour notre industrie d'exportation, c'est le *made in Switzerland* que nous devons continuer à encourager.

6. Afin de dynamiser l'entrepreneuriat, êtes-vous favorable à un allègement des procédures administratives ?

Plutôt oui. Faciliter et simplifier les démarches administratives doit être un objectif permanent des administrations publiques. L'effort important fourni par le canton en matière de

numérisation (e-démarche) en est l'illustration. Cependant, l'Etat doit continuer à encadrer l'entrepreneuriat et à réguler les activités qui ont un impact sur l'emploi, l'environnement, et le bien vivre ensemble.

7. Dans l'objectif de favoriser l'engagement de stagiaires, êtes-vous favorable à l'exemption du salaire minimum pour les stages ?

Plutôt non. En acceptant le salaire minimum, le peuple genevois a voulu prévenir le dumping salarial et permettre à toute personne travaillant à plein temps, de gagner dignement sa vie et de ne pas dépendre de l'aide sociale. Il est donc juste que ce principe s'applique aussi aux stagiaires qui sont une force de travail dans une entreprise, en prenant en considération le temps consacré, par le stagiaire, à l'accomplissement ou à la validation d'une formation reconnue. C'est ce qu'a récemment réaffirmé le Conseil de surveillance du marché de l'emploi, commission officielle tripartite (où siègent les employeurs représentés par l'Union des associations patronales genevoise – UAPG, les salariés représentés par la Communauté genevoise d'action syndicale – CGAS et l'Etat, représenté par le Département de l'économie et de l'emploi).

8. Êtes-vous favorable à une réduction des dépenses de l'Etat ?

Plutôt non. La population augmente, et avec elle, les besoins en éducation, en santé, en sécurité, en infrastructures, etc. augmentent en proportion. Réduire les dépenses de l'Etat équivaldrait donc à diminuer les prestations pour chaque administré.

Par contre, l'Etat devrait toujours re-questionner les missions de la fonction publique, afin de mieux accompagner l'évolution de la société et de délivrer les prestations au moindre coût pour le contribuable..

9. Pensez-vous que le remboursement de la dette soit une priorité ?

Plutôt non, car les emprunts actuels ont été effectués à des taux assez bas. D'une manière générale, il n'est pas sain pour un Etat de vivre au dessus de ses moyens. Il faut toutefois distinguer les situations où l'Etat emprunte pour investir, par exemple dans des économies d'énergie, ou pour améliorer l'offre de transports publics, de celles où l'Etat emprunte pour son budget de fonctionnement. Avec le financement d'investissements, le principe de la dette est acceptable, puisque les bénéficiaires de ses emprunts seront les générations futures. C'est l'emprunt pour le budget de fonctionnement (déficit) qu'il faut limiter autant que possible. C'est pourquoi il faut éviter toute baisse d'impôt qui diminuerait les recettes fiscales, tout particulièrement en période difficile comme celle que nous connaissons avec l'enchaînement de crises majeures.

10. Souhaitez-vous le développement d'un plan en faveur de la stabilité des prix de l'énergie pour l'industrie, sous condition d'un approvisionnement respectueux du développement durable ?

Oui, tout à fait. Genève et la Suisse doivent viser, à long terme, le renforcement de leur sécurité et leur souveraineté énergétique. Pour cela, il faut tout d'abord consommer moins d'énergie. La meilleure énergie est celle que nous ne consommons pas. Les entreprises et les ménages doivent donc diminuer leur consommation d'énergie. Parallèlement, l'Etat doit

mettre à disposition des usagers des énergies renouvelables en quantité suffisante. Dans ce cadre-là, la mise en place de plans permettant aux entreprises de s'assurer d'une certaine stabilité des prix de l'énergie est une bonne idée.

11. Êtes-vous favorable à une utilisation accrue de la vidéosurveillance afin de renforcer la sécurité des personnes et des biens ?

Non, pas du tout. Le recours à ce type de technologies de contrôle, *a fortiori* automatique, par l'Etat ou par des privés, conduit inéluctablement à la détérioration des libertés fondamentales, des droits civiques, des droits sociaux, et affaiblit la démocratie et la souveraineté.

B. Services financiers et assurances

1. Pensez-vous qu'il faut développer le soutien à la place financière genevoise dans ses efforts pour devenir un centre mondial de la finance durable ?

Oui, tout à fait. Bien que le monde de la finance se passe très bien de l'Etat – depuis des siècles – pour rester à la pointe de l'innovation financière, il y a aujourd'hui un intérêt commun entre l'Etat et la place financière genevoise à développer ensemble des compétences novatrices et exemplaires en matière de finance durable. Genève doit mettre en œuvre des moyens importants pour devenir un centre incontournable de la finance mondiale durable, et se placer à l'avant-garde de la finance d'impact, de la finance régénérative de l'environnement et de la biodiversité, et du financement de l'économie circulaire. La mise en place de critères scientifiques permettant les comparaisons entre entreprises est un des moyens de démontrer le sérieux de la démarche et d'éviter le *greenwashing*.

Au niveau local, l'Etat doit également favoriser le développement d'offres privées de financement de la transition des entreprises locales, à des conditions intéressantes.

2. À la lumière de la réduction du nombre de banques installées à Genève, estimez-vous nécessaire de mettre en place des mesures pour renforcer l'attractivité de la place financière par rapport aux autres centres financiers au niveau international ?

Plutôt oui. La concentration de l'industrie bancaire est une tendance mondiale. L'Etat de Genève n'a que peu d'influence dans ce processus. L'Etat de Genève peut par contre s'engager – modestement – pour aider le monde de la finance à opérer sa transition vers la durabilité, notamment en développant la finance durable (*cf.* question précédente), tout en évitant le *greenwashing*.

3. Êtes-vous en faveur de la création d'une caisse maladie cantonale publique LAMAL ?

Oui, tout à fait. Aujourd'hui, l'Etat subventionne les primes d'assurance maladie. Cet argent du contribuable va gonfler les bénéfices des assureurs. Une caisse publique serait à la fois plus juste et plus rationnelle sur le plan économique.

C. Grande distribution, commerce, hôtellerie et restauration.

1. Afin de faciliter l'ouverture de nouvelles offres dans le domaine de la restauration et du débit de boisson, pensez-vous qu'il faut simplifier la procédure administrative par un ajustement légal approprié ?

Plutôt oui. Faciliter et simplifier les démarches administratives doit être un objectif permanent des administrations publiques. L'effort important du canton en matière de numérisation (e-démarche) en est l'illustration. Cependant, l'Etat doit continuer à encadrer le domaine de la restauration et du débit de boisson et à réguler ces activités qui ont un impact sur la sécurité, l'emploi, l'environnement, et le bien vivre ensemble. Il ne faut pas oublier que les règles en vigueur visent la protection du public.

2. Êtes-vous favorable à la possibilité d'ouvrir les commerces chaque jour de la semaine, jusqu'à 20 heures (comme c'est le cas, par exemple, à Zurich) ?

Non. C'est une fausse « bonne idée ». Les études ont démontré que cela ne favorise pas les petits commerces ni le commerce local. Par exemple, les nocturnes du jeudi, à Genève, sont un échec. Il faut promouvoir la qualité des produits et des services offerts par les commerçants (voir par exemple la campagne [Cekelenô](#) réalisée par mon département). Il faut lutter contre le tourisme d'achat. Il faut protéger les conditions de travail des salariées de la vente.

3. Le centre-ville de Genève doit-il devenir une zone touristique, à l'instar de Montreux, Ouchy ou Zermatt et ouvrir ses commerces les dimanches pendant la haute saison touristique ?

Non, pour les mêmes raisons que celles exposées dans la réponse précédente.

5. Êtes-vous favorable à une flexibilisation des heures d'ouverture des magasins ?

Non, pour les mêmes raisons que celles exposées dans les réponses précédentes.

D. Formation et santé

1. Le secteur de la formation privée permet à l'Etat d'économiser environ CHF 500 millions par année ; êtes-vous en faveur d'une déduction fiscale pour les familles dont les enfants sont scolarisés dans une école privée ?

Plutôt non. Je suis en faveur de l'école publique, laïque et obligatoire. L'école publique doit être dotée des moyens nécessaires pour garantir à tous les enfants, de tous milieux sociaux, une formation de la meilleure qualité. Dans le creuset de l'école publique se construit la cohésion sociale d'aujourd'hui et de demain.

2. En vue de décharger le secteur public et recentrer les activités des HUG sur leur vocation universitaire, êtes-vous favorable aux partenariats publics-privés dans le secteur de la santé ?

Je ne suis pas opposée aux partenariats publics-privés dans le domaine de la santé, mais non pas dans l'objectif de recentrer les HUG sur leur « vocation » universitaire. Les partenariats public-privé pourraient notamment favoriser le développement d'indispensables programmes de promotion de la santé à tous les âges de la vie, de promotion de la santé au travail, de prévention des risques, domaines qui sont les parents pauvres de nos dépenses de santé.

E. Communication et médias

1. Êtes-vous en faveur de restrictions, voire d'interdictions, visant la communication publicitaire ?

Plutôt oui. La publicité renchérit les prix des produits et services vendus.

Le droit à l'information et à la publicité est un droit cardinal de notre système juridique, et le fondement d'une libre concurrence entre entreprises. Ce droit mérite d'être défendu. De l'autre, il est d'intérêt public, en matière de sauvegarde de la santé autant que de l'environnement et du climat, que l'information au public soit loyale, c'est-à-dire objective et véridique. La concurrence, elle aussi, doit être loyale, notamment entre les entreprises qui produisent, qui vendent et qui engagent localement, et les entreprises mondialisées qui disposent de moyens financiers importants pour imposer leurs marques ou leurs services.

Mon action quotidienne à la tête du département de l'économie et de l'emploi vise à renforcer les commerces de proximité et les entreprises locales, à renforcer les circuits courts, moins dommageables à l'environnement. Or, les grands efforts de publicité contribuent à fragiliser l'économie locale, et donc les emplois locaux.

Enfin, corriger les effets non désirables de la surconsommation coûte cher aux contribuables. Il faut déployer d'onéreuses campagnes publiques pour prévenir l'endettement, contre l'abus de sucre, pour le commerce local, pour la durabilité, etc.

2. Pensez-vous qu'il faut mettre en place un fonds d'incitation en faveur de l'industrie audiovisuelle et digitale afin d'attirer la production de films et de séries à Genève ?

Plutôt oui, Genève pourrait avoir une carte à jouer dans cette industrie prometteuse, moyennant l'attention nécessaire aux impacts environnementaux qu'elle génère ainsi qu'aux questions d'égalité et de non discrimination.

F. Agriculture

Êtes-vous favorable à une participation financière de la part des SIG pour raccorder au réseau de distribution les petits producteurs d'énergie, notamment les propriétaires de bâtiments agricoles ?

Plutôt oui, il fait sens en effet d'étudier la possibilité pour les petits producteurs privés d'énergie de connecter leurs installations aux réseaux collectifs. Est-ce aux SIG de le financer ? Cela doit être examiné sous l'angle des priorités et en termes de volume.

G. Fiscalité

1. Êtes-vous favorable à une diminution de la fiscalité des personnes morales ?

Plutôt non. Le peuple a accepté il y a quelques années RFFA, qui a profondément modifié la structure de la fiscalité des entreprises. Il convient de laisser se déployer ce nouveau modèle pendant quelques années avant d'introduire de nouvelles baisses d'impôt.

2. Êtes-vous favorable à une diminution de la fiscalité des personnes physiques (salariés, entrepreneurs, actionnaires) sur le revenu et la fortune ?

Plutôt non. L'heure n'est pas venue de toucher au « compromis fiscal » tel qu'adopté avec RRFA. La population augmente, et avec elle, les besoins en éducation, en santé, en sécurité, en infrastructures, etc. augmentent en proportion. Réduire les recettes de l'Etat se traduirait inéluctablement par une diminution de prestations pour chaque administré.

C'est pourquoi il faut éviter toute baisse d'impôt qui diminuerait les recettes fiscales, tout particulièrement en période difficile comme celle que nous connaissons avec l'enchaînement de crises majeures.

3. Êtes-vous favorable à la suppression de la taxation de l'outil de travail ?

Plutôt oui, mais, pour respecter le « compromis fiscal » de RFFA, il faudrait pouvoir compenser cette perte de recette pour l'Etat dans le cadre de l'imposition des entreprises ; ce qui est à l'heure actuelle une mauvaise idée.

4. Êtes-vous favorable à la mise en place d'une fiscalité adaptée aux start-ups, visant en particulier un système de crédit d'impôt pour les charges générées par l'emploi à haute valeur ajoutée ?

Plutôt oui. Mais attention, ce n'est pas parce qu'une entreprise est une startup qu'elle est innovante, et ce n'est pas parce qu'elle est innovante qu'elle apporte nécessairement une

plus-value à la société. Les crédits d'impôts doivent être réservés aux entreprises qui démontrent que leur impact écologique et social est positif.

5. Êtes-vous favorable à la mise en place d'une fiscalité particulière pour les plans d'intéressement des collaborateurs de start-ups ?

Plutôt non. Je ne vois pas pourquoi favoriser cette catégorie de personnes par rapport à d'autres.

H. Aménagement du territoire et logement

1. Pensez-vous qu'il faut envisager de nouveaux déclassements de la zone agricole en zone de développement afin d'accompagner la croissance démographique et économique du canton ?

Non. Nous avons assez de réserve de construction dans le Plan directeur cantonal, sans devoir toucher à la zone agricole, qui est non seulement la garante de notre future sécurité et souveraineté alimentaire, mais également de la préservation de nos paysages et de notre biodiversité.

2. Êtes-vous favorable à la limitation de l'usage du droit de préemption dans les processus d'acquisition de terrains par les entités publiques (Fondations de l'État et des communes notamment) ?

Non. Le droit de préemption des collectivités publiques, notamment des communes, est un outil de planification d'urbanisme et d'aménagement du territoire.

I. Mobilité

1. Pensez-vous que la politique actuelle en matière de mobilité est satisfaisante pour le transport professionnel ?

Non, pas du tout. Même s'il faut respecter le libre choix en de la mobilité, il faut convenir que le trafic motorisé individuel (deuxième source d'émissions de CO2 après les bâtiments) n'est pas adéquat et qu'il aboutit à l'immobilité, aux bouchons qui entravent le transport professionnel. Il faut donc favoriser la mobilité à pied, à vélo, et les sites propres non seulement pour les TPG, mais également pour les véhicules professionnels, notamment les véhicules de livraison, les taxis et les VTC.

2. Cautionnez-vous la volonté actuelle de généraliser la limitation de vitesse en ville à 30km/h, y compris sur les axes structurants ?

Plutôt oui. La ville doit redevenir un lieu de convivialité. Ce sera également bénéfique aux petits commerces de proximité. Donc *a priori* dans cet esprit, la limitation de la vitesse en ville doit être soutenue.

3. Pensez-vous que le principe de la compensation des suppressions de places de stationnement à usage public en voirie doit être remis en question ?

Plutôt oui. Le trafic automobile individuel doit indéniablement diminuer et les besoins en stationnement vont diminuer.

4. Pensez-vous que le nombre de vols liés à l'aéroport international de Genève doit être réduit ?

Plutôt oui. L'aéroport de Genève (AIG) est indispensable à l'économie genevoise et à la place de Genève dans le monde. La Genève internationale, multilatérale, d'une part, la Genève financière et celles des multinationales d'autre part, ont besoin d'un aéroport. Mais le tourisme d'achat dans les villes européennes, favorisé par le low cost, doit faire partie du passé.

5. Les horaires d'ouverture de l'aéroport international de Genève, qui autorisent, sauf en cas de retard sur l'horaire, les départs de 06:00 à 22:00 et les arrivées de 06:00 à 00:00, doivent-ils être réduits ?

Plutôt oui. Pour les riverains, les horaires d'arrivée doivent être prioritairement réduits et ramenés avant minuit.

6. Pensez-vous que Genève et/ou la Confédération doit financer le développement du réseau de transport public en France voisine ?

Plutôt oui. Notre bassin de vie est transfrontalier : franco-valdo-genevois. C'est un fait démographique, économique, social et culturel indéniable, construit au fil des siècles. Répartir harmonieusement l'activité économique, l'emploi, le logement, les infrastructures sanitaires, culturelles sur ce territoire, au bénéfice de tous les résident.es touchera également le financement conjoint d'infrastructures de transport public.

7. Êtes-vous favorable au financement par le canton de Genève de P+R en France voisine afin de favoriser le report modal des pendulaires frontaliers vers les transports publics ?

Oui, pour les mêmes raisons que celles développées dans la réponse à la question précédente.
